

StreamWIDE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés

ERNST & YOUNG REALITY



StreamWIDE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société StreamWIDE et en réponse à votre demande dans le cadre de la publication des comptes au 30 juin 2014, nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes intermédiaires consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires consolidés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, le fait que les comptes intermédiaires consolidés présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation, au 30 juin 2014, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Ce rapport est établi à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisé, diffusé, ou cité à d'autres fins. Nous n'acceptons aucune responsabilité vis-à-vis de tout tiers auquel ce rapport serait diffusé ou entre les mains duquel il parviendrait.



Ce rapport est régi par la loi française. Les juridictions françaises ont compétence exclusive pour connaître de tout litige, réclamation ou différend pouvant résulter de notre lettre de mission ou du présent rapport, ou de toute question s'y rapportant. Chaque partie renonce irrévocablement à ses droits de s'opposer à une action portée auprès de ces tribunaux, de prétendre que l'action a été intentée auprès d'un tribunal incompétent, ou que ces tribunaux n'ont pas compétence.

Paris-La Défense, le 3 novembre 2014

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Any Antola', written over a horizontal blue line that extends to the right.

Any Antola

Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2014

• **Comptes de résultat consolidés au 30 juin 2014, 30 juin 2013 et 31 décembre 2013**

en €	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13	Note
Licences	875	2 902	5 472	
Maintenance	1 461	1 652	3 198	
Prestations de services	877	874	1 584	
Ventes tiers	209	492	546	
Chiffre d'affaires	3 423	5 920	10 801	7.1
Subventions	1	1	5	
Achats et variations de stocks	-181	-335	-458	7.3
Charges externes	-1 232	-1 573	-2 960	7.3
Impôts et taxes	-86	-150	-256	
Charges de personnel	-1 811	-2 480	-4 685	7.2
Dotations aux amortissements	-1 673	-1 461	-3 016	7.4
Dotations nettes aux provisions	-7	-27	-17	
Autres produits d'exploitation	413	379	773	7.5
Autres charges d'exploitation	-1			
Résultat opérationnel courant	-1 154	274	187	
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles	-157	-119	-448	7.5
Résultat opérationnel	-1 312	155	-261	
Produits de trésorerie et d'équivalents	14	3	12	
Coût financier Brut	-44	-13	-52	
Coût financier Net	-30	-10	-41	7.6
Autres produits financiers	43	67	78	7.6
Autres charges financières	-34	-56	-243	7.6
Produit / (charge) d'impôts	570	-23	27	7.7
Résultat net des activités poursuivies	-762	133	-440	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	-762	133	-440	
Part du Groupe	-762	133	-440	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	-0,25	0,05	-0,16	7.8
Résultat dilué par action	-0,25	0,05	-0,16	7.8

• Etats de la situation financière consolidée aux 30 juin 2014 et 31 décembre 2013

En K€	30-juin-14	31-déc-13	Note
Immobilisations incorporelles	7 450	7 447	8.1
Immobilisations corporelles	373	464	8.2
Autres actifs financiers	383	406	8.3
Actifs d'impôts différés	347	385	8.4
ACTIFS NON COURANTS	8 553	8 702	
Stocks			8.5
Créances clients	4 171	5 361	8.5
Autres débiteurs	1 344	1 412	8.5
Actifs d'impôts exigibles			8.5
Autres actifs fiscaux	1 262	881	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 184	6 803	8.6
ACTIFS COURANTS	12 962	14 456	
TOTAL ACTIFS	21 515	23 158	
Capital	303	303	
Primes	8 484	8 484	
Réserves consolidées	5 159	5 607	
Titres auto détenus	-69	-47	
Résultat net part du Groupe	-762	-440	
Intérêts ne conférant pas le contrôle			
CAPITAUX PROPRES	13 115	13 908	8.7
Passifs financiers	2 060	2 147	8.8
Provisions à long terme	98	97	8.9
Produits fiscaux différés	1 209	1 209	8.10
Passifs d'impôts différés	503	1 162	8.10
PASSIFS NON COURANTS	3 871	4 615	
Passifs financiers	194	190	8.8
Provisions à court terme	18	12	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	540	1 042	8.10
Dettes fiscales et sociales	1 597	1 800	8.10
Produits fiscaux différés	605	604	8.10
Produits constatés d'avance	1 576	986	8.10
PASSIFS COURANTS	4 529	4 635	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	21 515	23 158	

- Etats du résultat global au 30 juin 2014, 31 décembre 2013 et 30 juin 2013

En K€	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13
Résultat Net	-762	133	-441
Ecart de conversion	-8	-3	25
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies			
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	-8	-3	25
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	-770	130	-416

- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2014, 31 décembre 2013 et 30 juin 2013

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres 31 DEC 2012	267	5 285	-42	6 258	-61	2	11 709	0	11 709
Opérations sur capital							0		0
Paiements fondés sur des actions							-2		-2
Opérations sur titres auto détenus			-2				-614		-614
Dividendes				-614					
Résultat Global				133	-3		130		130
Variations de périmètre						-1	-1		-1
Autres mouvements									
Capitaux propres 30 JUIN 2013	267	5 285	-44	5 777	-64	1	11 222	0	11 222
Opérations sur capital	36	3 199					3 235		3 235
Paiements fondés sur des actions							-3		-3
Opérations sur titres auto détenus			-3						0
Dividendes									
Résultat Global				-573	28		-545		-545
Variations de périmètre						-1	-1		-1
Autres mouvements									
Capitaux propres 31 DEC 2013	303	8 484	-47	5 204	-36	0	13 908	0	13 908
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions							-22		-22
Opérations sur titres auto détenus			-22				0		0
Dividendes				0					
Résultat Global				-762	-8		-770		-770
Variations de périmètre							0		0
Autres mouvements						-1	-1		-1
Capitaux propres 30 JUIN 2014	303	8 484	-69	4 442	-44	-1	13 115	0	13 115

• Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2014, 31 décembre 2013 et 30 juin 2013

(En K€)	30-juin-14	30-juin-13	31-déc.-13
Résultat Net consolidé	-762	133	-441
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	1 673	1 461	3 016
Variation des provisions	6	27	17
Plus ou moins valeur de cession	-	-7	-
Autres produits / charges calculés	-	-7	-
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	917	1 614	2 592
Coût de l'endettement financier net	30	10	41
Charge d'impôts sur le résultat	-570	23	-27
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	377	1 647	2 606
Variation actifs	875	1 778	2 741
Variation passifs	-204	-1 515	-2 764
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	671	263	-23
Impôts versés	-	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	1 049	1 910	2 583
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 585	-1 871	-3 857
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles	-	-	-
Variation immobilisations financières	23	2	-128
Cession d'immobilisations financières	-	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-	-	-
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (*)	-	706	1 325
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 562	-1 163	-2 660
Augmentation (diminution) de capital	-	-	3 450
Augmentation (diminution) des emprunts	-83	-84	1 562
Intérêts financiers nets versés	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-614
Rachats et reventes d'actions propres	-22	1	8
Autres flux liés aux opérations de financement	-	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	-105	-83	4 406
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-619	664	4 329
Trésorerie début de période	6 803	2 474	2 474
Trésorerie fin de période	6 184	3 138	6 803

(*) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés sur les périodes présentées

- Annexes aux comptes consolidés

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de StreamWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits « legacy », comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels, services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Depuis fin 2012, le Groupe a développé sa propre technologie d'IP messaging (SmartMS). Cette technologie est très prometteuse car elle offre de très nombreux usages et de multiples possibilités. Elle a permis au groupe de lancer au premier semestre 2014 deux applications de messagerie instantanée (marché grand public et marché entreprise). Le Groupe se positionne donc aussi sur le marché applicatif, notamment entreprise, prometteur et à fort potentiel. Cela permet de compléter efficacement le portefeuille produit actuel et de créer de forts relais de croissance.

Opérant depuis la France, les USA, la Chine, la Roumanie, la Tunisie, l'Autriche, la Russie, l'Argentine, Singapour et l'Afrique du Sud, StreamWIDE met en place des équipes locales spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la profitabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 19 septembre 2014.

2. Evénements significatifs de la période

Les principaux événements significatifs de la période sont présentés au chapitre 1 du rapport d'activité semestriel. On peut cependant noter les 3 principaux points suivants :

- *Ralentissement de l'activité économique* : dans un contexte économique difficile, les revenus du Groupe diminuent de 2,5 M€ par rapport à la même période de l'année précédente ;
- *Réduction importante des coûts de structure* : les charges opérationnelles ont été réduites de 1,2 M€ sur le premier semestre 2014 (soit environ -30% par rapport au premier semestre 2013) ;
- *Lancement de nouveaux produits* : applications d'IP messaging, à fort potentiel dans un marché entreprise émergent et permettant d'envisager de forts relais de croissance.

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés semestriels du groupe StreamWIDE arrêtés au 30 juin 2014 ont été établis conformément au référentiel IFRS ("*International Financial Reporting Standards*") publié par l'IASB ("*International Accounting Standard Board*") au 30 juin 2014 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2014

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2014.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2014. Le Groupe n'applique pas les textes n'ayant pas encore été approuvés par l'Union européenne à la date de clôture de la période présentée.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé présente une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales"). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2014, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confère note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale. Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2014 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – US \$, Chine – CNY, Roumanie – RON, Tunisie - DT).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie de Crédits d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à la norme IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation" du compte de résultat.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leurs mises en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2014, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme infinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Stocks et encours

Les stocks de marchandises sont évalués au plus bas du coût d'acquisition déterminé selon la méthode FIFO ("first in first out") et de la valeur nette de réalisation.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée en fonction de la valeur de réalisation des éléments stockés.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2014, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés, d'instruments de couverture, ni d'instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créiteurs et produits constatés d'avance

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, intéressement des salariés, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturés mais non encore reconnus en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part des Crédits d'Impôts Recherche imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant.

Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Droit Individuel de Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2014, aucun plan de souscription d'actions, d'options d'achats ou d'attribution d'actions gratuites n'a cours au sein du Groupe.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Economique Territoriale (CET), introduite par la Loi de Finances 2010 et réformant la Taxe professionnelle (TP), est composée de deux éléments : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le Groupe a considéré que ces deux taxes étaient des charges opérationnelles comme l'était auparavant la taxe professionnelle et non des charges d'impôts.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors action d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous jacent de la provision ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. La reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		06.2014	12.2013	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	-	-	Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Fagaras, nr. 25 Sector 1 BUCURESTI	100	100	I.G.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEW JERSEY 07017	100	100	I.G.
BEIJING StreamWIDE Technology	1008, Cultural Plaza 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	I.G.
StreamWIDE FRANCE SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100	100	I.G.
StreamWIDE TUNISIE Sarl	Rue du lac Constance - imm El Majd Les Berges du Lac - 1053 TUNIS	100	100	I.G.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud). Elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis la création. Cette société a bénéficié d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA concernant ses activités d'édition de logiciels applicatifs et de commercialisation en France et en Europe.

StreamWIDE Tunisie SARL a été créée le 3 janvier 2013. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 99,99%, une action étant détenue directement par un salarié du Groupe. Cette société, totalement exportatrice, participe de façon significative aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

Pour information, deux sociétés anglaises ont également été créées en 2013 : StreamWIDE LTD et Bzoo Networks LTD. Ces deux sociétés, détenues à 100% par StreamWIDE SA, n'ont eu aucune activité au cours du premier semestre 2014 et aucun flux n'a été constaté sur la période. Leur capital social est de 1£ au 30 juin 2014.

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13	Var.
Licences	875	2 902	5 473	-2 027
Maintenance	1 461	1 652	3 198	-191
Prestations de services	877	874	1 584	3
Ventes Tiers	209	492	546	-283
TOTAL CA	3 422	5 920	10 801	-2 498
Autres produits				
Subventions	1	1	5	-
Produits des activités ordinaires	1	1	5	-

La diminution du chiffre d'affaires du Groupe de 2.498 K€ au premier semestre 2014 s'explique par la diminution des revenus de licences (-2.027 K€), due notamment à des extensions et à des remplacements de plateformes intervenus au premier semestre 2013. Par nature non récurrentes, de telles opérations n'ont pas été enregistrées au premier semestre 2014. Le rythme des extensions est peu prévisible d'une période à l'autre et les effets de cut off sont ainsi négatifs au 30 juin 2014. Ces extensions 2013 (en France et en Angleterre) créent donc un effet de base très significatif puisqu'il ressort à près de 2 M€. Par ailleurs, l'effet de change (parité €/USD) est également négatif sur la période (-0,1 M€). En outre, la diminution des revenus licences s'explique aussi par le ralentissement de l'activité constaté dès l'été 2013.

Les investissements des opérateurs ayant été prioritairement dirigés vers les infrastructures réseaux depuis plusieurs mois, au détriment de ceux réalisés dans les services, la dynamique commerciale du premier semestre 2014 est freinée par l'apathie et l'inertie actuelle du secteur, toutes zones géographiques confondues, hormis aux Etats-Unis. Par ailleurs, les événements géopolitiques des derniers mois (conflits et épidémie) ralentissent fortement tout commerce dans des zones géographiques importantes pour le Groupe (Moyen-Orient et Afrique de l'Ouest).

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13	Var.
Salaires et traitements	1 353	1 828	3 428	-475
Charges sociales	458	652	1 257	-194
Avantages du personnel				
TOTAL Charges de Personnel	1 811	2 480	4 685	-669

	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13	Variation
Cadres	110	134	128	-24
Non Cadres				
TOTAL Effectif	110	134	128	-24

Les coûts de certains salariés directement rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2014, au même titre que sur les périodes antérieures.

Le montant brut immobilisé au 30 juin 2014 représente 1.536 K€, contre 1.705 K€ au 30 juin 2013 (et 3.505 K€ au 31 décembre 2013). Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, diminuent donc sur la période de 838 K€. Cette diminution s'explique par (i) la diminution des effectifs (-24 personnes au 30 juin 2014 vs 30 juin 2013) et par (ii) la diminution du salaire moyen global au sein du Groupe (les effectifs en Tunisie étant en augmentation par rapport à ceux de la filiale chinoise). Enfin, le niveau des commissions commerciales versées est également en diminution, suite à la tendance baissière des revenus depuis fin 2013.

Au 30 juin 2014, l'effectif total du Groupe s'élève à 110 personnes, contre 128 fin 2013 et 134 au 30 juin 2013. Les effectifs de R&D, tout en restant quasi stable sur la période dans leur globalité ont été grandement réaffectés au cours du second semestre 2013 à la technologie SmartMS™ et au développement de la nouvelle solution de messagerie instantanée mobile destinée aux entreprises, TeamOnTheRun. Cela démontre la flexibilité du Groupe et sa capacité à maîtriser ses principaux coûts tout en continuant les efforts et les investissements en R&D entreprises depuis plusieurs années.

7.3 Achats et charges externes

En K€	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13	Var.
Achats de marchandises	181	335	458	-154
Variations de stock				
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	181	335	458	-154
Achats études et prestations de services	51	87	134	-35
Achats non stockés de marchandises	44	49	94	-5
Sous traitance	196	255	324	-59
Locations et charges locatives	293	287	610	7
Entretiens, réparations et maintenance	19	19	37	-
Assurances	40	41	67	-1
Commissions et honoraires	160	191	556	-31
Publicités, exposition et insertions	85	197	267	-113
Transports, déplacements et missions	149	236	425	-87
Affranchissements et télécoms	106	106	238	0
Redevances	18	28	13	-10
Autres	72	77	194	-6
TOTAL CHARGES EXTERNES	1 232	1 573	2 960	-340

Les achats tiers diminuent de 154 K€ sur la période, en contrepartie des ventes tierces, elles aussi en diminution sur le premier semestre 2014. Ces achats / ventes ne sont pas structurels pour le Groupe.

Les charges externes sont maîtrisées et réduites sur la période (-21%), que ce soit les achats externes, la sous traitance, les honoraires ainsi que les dépenses marketing. Cette tendance baissière devrait se confirmer au second semestre de l'exercice. La conjoncture actuelle du marché historique du Groupe l'a obligé à considérablement optimiser sa structure de coûts au cours des deux derniers semestres.

7.4 Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13	Var.
Dotations aux amortissements incorporels	1568	1367	2 811	201
<i>dont frais de recherche et développement</i>	<i>1535</i>	<i>1336</i>	<i>2 751</i>	<i>199</i>
Dotations aux amortissements corporels	105	94	205	11
Dotations aux amortissements	1 673	1 461	3 016	212
Dotations aux provisions	7	27	35	-20
Reprises de provisions			-18	-
Dotations aux provisions	7	27	17	-20

L'augmentation des dotations aux amortissements provient essentiellement de l'amortissement des frais de développement. Ces dotations sont de 1.535 K€ au titre du premier semestre 2014 contre 1.336 K€ au 30 juin 2013.

Cette progression s'explique principalement par des périodes d'amortissements qui ne débutent pas à date unique pour tous les produits. Les amortissements (principalement sur 3 ans en linéaire) débutent dès que le produit développé est "relié" et disponible à la commercialisation. Les temps et les coûts de développement n'étant pas identiques d'un produit à l'autre, les amortissements ne sont pas lisses dans le temps. Cependant, les coûts de développement activés étant relativement stables, les amortissements sont également en train d'atteindre leur niveau normatif, toute chose égale par ailleurs.

Les dotations aux provisions comptabilisées sur la période correspondent à une provision supplémentaire sur certains crédits d'impôt mécénat devenus non imputables et donc irrécupérables.

7.5 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (413 K€ au 30 juin 2014) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des crédits d'impôt recherche. Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés au cours de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis. Le montant des reprises correspond à la quote part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

La progression des autres produits (et donc des reprises en résultat des crédits d'impôts recherche) s'analyse en parallèle de celle des amortissements des frais de développement, passant de 1.336 K€ au premier semestre 2013 à 1.535 K€ au premier semestre 2014 (confère note 8.1 Immobilisations Incorporelles)

Les autres charges opérationnelles (157 K€ au 30 juin 2014) correspondent à des coûts salariaux non récurrents suite à certains départs ayant eu lieu au premier semestre 2014 principalement en Chine et en France. Ces coûts sont présentés en "autres charges opérationnelles" car ils sont suffisamment significatifs au regard des résultats du Groupe, et suffisamment spécifiques par rapport aux cycles opérationnels du Groupe pour en être isolés.

7.6 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13	Var.
Produits sur placements de trésorerie	14	3	11	11
Coût financier brut	-44	-13	-52	-31
Coût financier net (produits nets)	-30	-10	-41	-20
Gains de change	43	67	78	-24
Pertes de change	-34	-56	-243	22
Produits nets de cessions d'actifs				
TOTAL IMPACT FINANCIER	-21	1	-206	-22

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés sur les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Leur augmentation sur la période s'explique par des disponibilités courantes plus importantes sur la période, suite notamment à l'augmentation de capital réservée réalisée en octobre 2013.

Le coût financier brut correspond aux intérêts financiers générés par l'emprunt bancaire HSBC, souscrit en février 2012, et par l'emprunt obligataire émis en juillet 2013. Ce dernier n'existant pas au premier semestre 2013, cela explique l'augmentation des coûts financiers au 30 juin 2014.

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a été équivalente pour le Groupe à celle constatée au premier semestre 2013, et le résultat de change reste légèrement positif. Au 30 juin 2014, le Groupe n'utilise pas d'instrument de couverture dans la mesure où les flux entrants / sortants en dollars américains sont quasi équilibrés sur la période.

Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros, dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD Américain, CNY Chinois, RON Roumain et DT Tunisien) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine, la Roumanie et la Tunisie des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) deviennent plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine). Le surplus de trésorerie en dollar est conservé en dollars au niveau de la société mère.

Le Groupe n'a pas encore mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendront plus significatifs et que l'impact de change pourrait être potentiellement important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

Autres risques financiers

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, liquidité et taux) est présentée dans les notes respectives sur l'état de la situation financière (8.5 "Stocks et actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.7 Charge d'impôts

La charge d'impôts est de (569) K€ au 30 juin 2014 et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13	Var.
Impôts exigibles	47	153	439	-106
Impôts différés	-616	-130	-466	-486
Total charge d'impôts	-569	23	-27	-592

Les impôts exigibles sont principalement composés de retenues à la source que la société française (StreamWIDE France) constate sur certaines ventes export. Ces retenues à la source sont intégrées au résultat fiscal de période mais reste entièrement constatées en charge car le Groupe ne décaisse pas d'impôts sur les bénéfices.

Les variations et impacts liés aux impôts différés (produit de 616 K€) sont présentés dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés". Le principal produit fiscal différé provient de l'activation des reports déficitaires au sein du groupe d'intégration fiscale français.

Pour rappel, suite à l'apport partiel d'actifs intervenu au 1^{er} juillet 2011, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2012. La société StreamWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit aux 30 juin 2014 :

<u>En K€</u>	<u>30-juin-14</u>	<u>30-juin-13</u>	<u>31-déc-13</u>
Résultat opérationnel	-1 312	155	-261
Coût de l'endettement financier net	-30	-10	-41
Autres produits et charges financiers	9	11	-165
Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique	-444	52	-156
Impôt courant	46	153	439
Impôt différé	-616	-130	-466
Impôt réel	-570	23	-27
Taux d'impôt réel	42,76%	14,74%	5,78%
Ecart sur taux	9,43%	-18,59%	-27,55%
Ecart sur impôt	-126	-29	129
<hr/>			
Détail			
Déficits imputés dans l'exercice			
Déficits créés dans l'exercice	-5	-16	
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	20	97	439
Différences permanentes et autres éléments	-141	-110	-310
	-126	-29	129

Les principaux écarts entre impôts théoriques et impôts réels proviennent :

- des retenues à la source à hauteur de 38 K€ (StreamWIDE France) qui sont retraitées fiscalement,
- des reprises du crédit d'impôt recherche (base de 413 K€ au 30 juin 2014) qui génère un produit non fiscalisé (impact de 138 K€), inscrit sous la rubrique "différences permanentes et autres éléments".

Au 30 juin 2014, le report déficitaire propre à la société StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1.455 K€. Les reports déficitaires créés post intégration fiscale sont, quant à eux, de 4.417 K€, ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires sur les entités françaises à 5.873 K€ au 30 juin 2014. La filiale américaine, StreamWIDE Inc., dispose quant à elle d'un report déficitaire de 1.060 K€ au 30 juin 2014 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

7.8 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 décembre 2013	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 728 780
Effet dilutif du plan d'attribution de bspce				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 728 780
Au 30 juin 2014	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
31.12.2013	3 029 757	-4 978	3 024 779	504 109
31.01.2014		-123	3 024 656	504 050
28.02.2014		-356	3 024 300	503 815
31.03.2014		-1 408	3 022 892	503 763
30.04.2014		-315	3 022 577	503 755
31.05.2014		-50	3 022 527	503 750
30.06.2014		-30	3 022 497	
Nombre pondéré d'actions ordinaires				3 023 242
Effet des actions ordinaires dilutives				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				3 023 242

Aux 30 juin 2014, 30 juin 2013 et 31 décembre 2013, les résultats de base et dilué par action sont les suivants :

En K€	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13	Variation
Résultat Net Part du Groupe	-762	133	-440	-895
Effet net d'impôt des actions dilutives				
Résultat net Part du Groupe	-762	133	-440	-895
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	3 023 242	2 669 342	2 728 780	353 900
Effet des actions ordinaires dilutives				
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	3 023 242	2 669 342	2 728 780	353 900
Résultat de base par action (en €)	-0,25	0,05	-0,16	-0,30
Résultat dilué par action (en €)	-0,25	0,05	-0,16	-0,30

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-13	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-14
Frais de développement	13 370	1 536		14 906
Concessions, brevets et licences	399	35		434
Autres immobilisations incorporelles	11	-		11
Valeurs brutes	13 780	1 571	-	15 351
Frais de développement	-6 119	-1 535		-7 654
Concessions, brevets et licences	-205	-32		-237
Autres immobilisations incorporelles	-9	-1		-10
Amortissements	-6 333	-1 568	-	-7 901
Valeurs nettes	7 447	3	-	7 450

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés au premier semestre sont de 1.536 K€ contre 1.705 K€ au premier semestre 2013 et 3.505 K€ en 2013. La diminution sur la période s'explique principalement par la baisse du salaire moyen des équipes de développement, suite notamment à l'augmentation des effectifs en Tunisie et à la baisse de ceux de la filiale chinoise. L'effectif global dédié au développement reste quasi stable au cours du premier semestre 2014.

Les montants activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-14	31-déc-13	30-juin-13	Variations
Frais de développement activés	1 536	3 505	1 705	-1 969
Amortissements de la période	-1 535	-2 751	-1 336	1 216
Frais de développement cumulés	14 906	13 370	11 570	1 536
Amortissements cumulés	-7 654	-6 119	-4 704	-1 535
Valeur nette	7 252	7 251	6 866	1

Les frais de développement se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. L'augmentation des amortissements provient d'un effet mécanique lié au temps puisque de nombreux projets sont à date amortis en "année pleine" ce qui n'était pas le cas auparavant.

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-13	Acquisitions	Cessions	30-juin-14
Installations techniques	46			46
Installations générales, matériel, bureau	1 382	14	-4	1 392
Valeurs brutes	1 428	14	-4	1 438
Installations techniques	-19	-2		-21
Installations générales, matériel, bureau	-945	-103	-4	-1 044
Amortissements	-964	-105	-4	-1 065
Valeurs nettes	464	-91	-8	373

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériel informatique et de mobilier de bureau. Quelques acquisitions d'installations techniques notamment expliquent les variations constatées sur la période.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-13	Acquisitions	Cessions	30-juin-14
Dépôts de garantie	267			267
Autres actifs financiers non courants	139		-23	116
Valeurs brutes	406	-	-23	383
Amortissements / provisions	-			-
Valeurs nettes	406	-	-23	383

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés d'une part, dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine, Etats Unis et Tunisie et d'autre part, dans le cadre de l'emprunt obligataire souscrit par le GIAC en juillet 2013 (participation de 126 K€ au Fonds de Garantie Mutualisé) ;
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (139 K€ au 31 décembre 2013 et 116 K€ au 30 juin 2014), suite aux mouvements nets intervenus au cours du premier semestre 2014 et à la valorisation de clôture.

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Ecritures de consolidation	Total
Valeur nette au 30 juin 2013	1 209	72	-2 374	-1 093
Valeur nette au 31 décembre 2013	1 660	59	-2 496	-777
Variations Actif	614	-4		
Variations Passif		7		
Ecart sur taux	4			
Valeur nette au 30 juin 2014	2 278	62	-2 496	-156
<i>Impôts différés actifs</i>				<i>347</i>
<i>Impôts différés passifs</i>				<i>-503</i>

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (2.278 K€) se décompose comme suit au 30 juin 2014 :

- sur déficits fiscaux américains : 325 K€ (360 K€ au 31 décembre 2013)
- sur déficits fiscaux français : 1.953 K€ (1.300 K€ au 31 décembre 2013)

La filiale américaine génère des résultats opérationnels et fiscaux positifs en 2013 et 2014. Le résultat fiscal positif de période s'impute donc sur les reports déficitaires disponibles, ce qui explique la diminution des impôts différés actifs. Le niveau des revenus générés et la maîtrise des coûts futurs rendent très probable l'imputation de bénéfices fiscaux futurs sur les reports déficitaires restant au 30 juin 2014 (solde de 1.060 K€). Les impôts différés actifs sous-jacents (325 K€ contre 360 K€ au 31 décembre 2013) sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financière semestrielle.

Concernant les sociétés françaises et compte tenu de l'intégration fiscale effective depuis le 1^{er} janvier 2012, les actifs et passifs d'impôts différés se décomposent de la manière suivante :

- avant intégration fiscale, la Société mère dispose de 1.455 K€ de reports déficitaires propres au 30 juin 2014, représentant 485 K€ d'actifs d'impôts différés, sans modification par rapport aux exercices antérieurs ;
- dans le cadre de l'intégration fiscale, le Groupe dispose de 4.418 K€ de reports déficitaires (dont 89 K€ provenant de StreamWIDE France), représentant 1.472 K€ d'actifs d'impôts différés (dont 30 K€ provenant de StreamWIDE France) ;
- le montant net cumulé des frais de développement activés en consolidation et comptabilisés en charge dans les comptes sociaux s'établit à 7.252 K€ au 30 juin 2014, générant un montant d'impôts différés passifs de 2.417 K€ ;
- les impôts différés issus des décalages temporaires s'élèvent à 62 K€ et les autres retraitements divers de consolidation génèrent quant à eux 79 K€ d'impôts différés passifs.

La position nette (même entité fiscale) est donc un passif d'impôts différés de 503 K€ au 30 juin 2014, inscrit en passif non courant dans la situation financière semestrielle (confère note 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

8.5 Stocks et Actifs courants

<u>En K€</u>	<u>30-juin-14</u>	<u>31-déc-13</u>	<u>Variations</u>
Stocks et encours	-	-	-
Créances clients	4 171	5 361	-1 190
Autres débiteurs	1 344	1 412	-68
Autres actifs fiscaux	1 262	881	381
Total Net	6 777	7 654	-877

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant aux 30 juin 2014 et 31 décembre 2013 :

<u>En K€</u>	<u>31-déc-13</u>	<u>Augmentation</u>	<u>Diminution</u>	<u>30-juin-14</u>
Créances clients brutes	5 519		-1 190	4 329
Pertes de valeur	-158	-		-158
Créances clients nettes	5 361	-	-1 190	4 171

La diminution du poste client provient essentiellement de celle constatée au niveau des revenus depuis fin 2013. Par ailleurs, de part l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnus et se rapportent les revenus, des factures à établir significatives (montant global de 1.269 K€ au 30 juin 2014) peuvent être constatées en clôture. Ce montant est représenté par des factures identifiées et relatives à quelques clients seulement.

Cependant, le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 99% des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois. Les encaissements significatifs enregistrés pendant l'été 2014 confirment cette absence de risque significatif et le suivi efficace réalisé au sein du Groupe.

Balance Agée au 31 décembre 2013

<u>En K€</u>	<u>Total</u>	<u>Non échues</u>	<u>Echues < 3 mois</u>	<u>Echues 3-12 mois</u>	<u>Echues > 12 mois</u>
Créances clients brutes	5 359	4 840	391	128	
Créances douteuses brutes	160				160
Pertes de valeur	-158				-158
Créances clients nettes	5 361	4 840	391	128	2
		90%	7%	2%	0%

Balance Agée au 30 juin 2014

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	4 169	3 154	949	66	
Créances douteuses brutes	160				160
Pertes de valeur	-158				-158
Créances clients nettes	4 171	3 154	949	66	2
		76%	23%	1%	0%

Les seules créances échues dont l'échéance est supérieure à 12 mois (160 K€) correspondent à d'anciens clients parfaitement identifiés, pour respectivement 58 K€ et 102 K€. Ces créances ont été provisionnées à 100% depuis fin 2013.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouvrés dans leur totalité à la date d'arrêté et d'examen des comptes semestriels 2014.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 980 K€) ainsi que des charges constatées d'avance pour 321 K€. Le solde de 43 K€ est principalement composé d'avances versées (16 K€) à certains fournisseurs dans le cadre de contrats et commandes spécifiques.

Autres actifs fiscaux

Les "autres actifs fiscaux" sont principalement les crédits d'impôt recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2014, le solde de 1.262 K€ comprend notamment (i) un montant de 801 K€ au titre du CIR 2013 dont le remboursement anticipé a été demandé mais n'a pas encore été effectué au 30 juin 2014 (encaissement réalisé en août 2014) et (ii) un montant de 413 K€ comptabilisé au titre du CIR du premier semestre 2014. A noter également le crédit d'impôt mécénat pour 39 K€.

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De part l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2013

<u>En K€</u>	<u>Valeur nette</u>	<u>Juste Valeur</u>	<u>JV par résultat</u>	<u>Prêts et créances</u>	<u>Dérivés</u>
Créances clients	5 361	5 361		5 361	
Autres débiteurs	1 412	1 412		1 412	
Autres actifs fiscaux	881	881		881	
Equivalent de trésorerie	5 200	5 200	5 200		
Trésorerie	1 603	1 603	1 603		
Total créances nettes	14 457	14 457	6 803	7 654	0

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2014

<u>En K€</u>	<u>Valeur nette</u>	<u>Juste Valeur</u>	<u>JV par résultat</u>	<u>Prêts et créances</u>	<u>Dérivés</u>
Créances clients	4 171	4 171		4 171	
Autres débiteurs	1 344	1 344		1 344	
Autres actifs fiscaux	1 262	1 262		1 262	
Equivalent de trésorerie	4 300	4 300	4 300		
Trésorerie	1 884	1 884	1 884		
Total créances nettes	12 961	12 961	6 184	6 777	0

Au cours du premier semestre 2014, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 1,6 M€, soit près de 47% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe (contre 36% du chiffre d'affaires annuel en 2013 et contre 52% du chiffre d'affaires au premier semestre 2013). A noter cependant que 2 clients sur les 3 plus importants au 30 juin 2014 n'étaient pas dans le top 3 en 2013.

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

<u>En K€</u>	<u>30-juin-14</u>	<u>31-déc-13</u>	<u>Variations</u>
Placements à terme	4 300	5 200	-900
Comptes courants bancaires	1 884	1 603	281
Total	6 184	6 803	-619

Les placements à terme sont composés exclusivement de comptes à terme et/ou rémunérés, souscrits dans deux établissements bancaires (Société Générale et HSBC, pour respectivement 900 K€ et 3.400 K€). Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Le niveau de trésorerie du Groupe atteint 6.184 K€ au 30 juin 2014, en diminution de 619 K€ par rapport à la clôture annuelle 2013. Cette évolution s'explique par :

- (i) des flux nets opérationnels positifs de 1.005 K€, en diminution de 905 K€, suite à la baisse des résultats de période, compensée en partie par la bonne tenue du BFR ;
- (ii) des flux nets d'investissements à hauteur de 1.562 K€, liés principalement aux investissements en R&D récurrents (mais légèrement inférieurs en 2014 à ce qu'ils étaient en 2013). Pour mémoire, en 2013, deux créances de CIR avaient été remboursées, celle de 2011 ayant été remboursée très tardivement en janvier 2013 ;
- (iii) des flux nets de financement négatifs de 61 K€, correspondant principalement aux remboursements de période de l'emprunt bancaire de 0,9 M€ souscrit en février 2012 auprès de HSBC (durée de 5 ans et taux fixe de 3,5% annuel), et de l'emprunt obligataire émis en juillet 2013 auprès du GIAC (durée de 9 ans et taux variable Euribor 3 mois + 3,05%)

Risque sur actions et autres placements

A ce jour, la politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2014, des comptes à terme à rendement garanti sont utilisés à hauteur de 4.300 K€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 556 K€.

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-14	31-déc-13	Variations
Capital social	303	303	-
Prime d'émission	8 484	8 484	-
Réserve légale	27	27	-
Résultats non distribués	4 370	5 141	-771
Autres	-69	-47	-22
Total	13 115	13 908	-793

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est composé de 3.029.757 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. Aucune modification n'est intervenue au premier semestre 2014 par rapport à la clôture 2013 (une augmentation de capital - création de 355.672 nouvelles actions - a été réalisée en octobre 2013 par voie de placement privé).

La prime d'émission (8.484 K€) correspond à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007 (5.285 K€) et lors de l'augmentation de capital réservée en octobre 2013 (3.199 K€).

Les résultats non distribués correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes distribués antérieurement. En ajoutant les réserves légales (27 K€) aux résultats non distribués (4.370 K€), le montant obtenu (4.397 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (4.442 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-44 K€) et "autres mouvements" (-1 K€).

Les montants en "Autres" correspondent à la valorisation au cours de transaction des actions de la société auto-détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place initialement auprès d'Arkéon Finance, en juillet 2009, conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et transféré à la société Louis Capital Market depuis novembre 2013.

Au 30 juin 2014, le contrat est investi à hauteur de 7.260 actions de la société contre 4.978 au 31 décembre 2013, et présente un solde de liquidité de 116 K€ (confère note 8.3) contre 139 K€ au 31 décembre 2013. Au cours du premier semestre 2014, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat s'est élevé à 2.515 (au cours moyen de 9,74 €), et le nombre d'actions cédées à 233 (au cours moyen de 10,08 € pour un prix de revient moyen de 9,67 €). La plus value ainsi réalisée, inscrite en réserves consolidées, est de 0,1 K€.

Titres autodétenus

	<u>31-déc-13</u>	<u>Acquisitions</u>	<u>Cessions</u>	<u>30-juin-14</u>
En nombre d'actions	4 978	2 515	-233	7 260
En montants (€uro)	46 599	24 492	-2 252	68 839

8.8 Passifs financiers courants et non courants

<u>Passifs financiers non courants (en K€)</u>	<u>30-juin-14</u>	<u>31-déc-13</u>	<u>Variations</u>
Emprunts bancaires	2 060	2 147	-87
Total	2 060	2 147	-87
<u>Passifs financiers courants (en K€)</u>	<u>30-juin-14</u>	<u>31-déc-13</u>	<u>Variations</u>
Emprunts bancaires	194	190	4
Total	194	190	4

Le 28 février 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire auprès de la banque HSBC d'un montant de 900 K€, sur une durée de 5 ans au taux fixe annuel de 3,5%.

Le 31 juillet 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire entièrement souscrit par le GIAC d'un montant de 1.800 K€, sur une durée de 9 ans (avec différé de remboursement de 4 ans) au taux fixe annuel de Euribor 3 mois + 3,05%.

Au 30 juin 2014, le solde de l'emprunt bancaire (intérêts et capital restant dû) est de 514 K€. La partie non courante (333 K€) correspond à la part moyen terme de l'emprunt (échéances supérieures à 12 mois) et la partie courante (181 K€) correspond, quant à elle, aux échéances à court terme, inférieures à 12 mois. Cet emprunt pourrait être remboursé, totalement ou partiellement avant son terme sans pénalité.

Le solde de l'emprunt obligataire est quant à lui de 1.727 K€ après imputation des frais d'émission.

Ces deux dettes financières sont assorties des mêmes ratios financiers, qui se résument comme suit (confère note 9.2 Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe. Pour information, au 30 juin 2014, ils sont tous respectés, en tenant compte d'une capacité d'autofinancement retraitée sur 12 mois et intégrant les résultats prévisionnels 2014.

Risque de taux

Les dettes financières du Groupe supportent un taux fixe (emprunt bancaire au taux annuel de 3,5%), sans risque de taux sous-jacent, et un taux variable (emprunt obligataire au taux annuel de Euribor 3 mois + 3,05%).

Au premier semestre 2014, le taux moyen Euribor 3 mois (moyenne des taux mensuels) ressort à 0,297%. Les variations constatées (taux le plus haut, taux le plus bas) ne sont pas significatives et ne génèrent donc pas de risque de taux significatif pour le Groupe. Cependant, une variation de 1% du taux variable appliqué à l'emprunt obligataire générerait un impact de 18K€ supplémentaires par an en charges financières.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-14	31-déc-13	Variations
Avantages du personnel	98	97	1
Total Provisions	98	97	1
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-14	31-déc-12	Variations
Litiges	18	12	6
Total Provisions	18	12	6

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2013	97	12
Dotations	1	6
Utilisations		
Reprises sans objet		
Au 30 juin 2014	98	18

Les provisions pour litiges concernent uniquement une créance fiscale de 18 K€ relative aux crédits d'impôt mécénat non récupérables. Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière qui devraient être versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié. Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

<u>(en K€)</u>	<u>30-juin-14</u>	<u>31-déc-13</u>
Taux d'actualisation	3,00%	3,00%
Taux de turn over moyen	8,80%	8,60%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2014, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2013).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante sur les périodes présentées :

<u>En K€</u>	<u>PIDR</u>
Au 31 décembre 2013	97
Coûts des services rendus	15
Coût de l'actualisation	2
Gains et pertes actuariels	-16
AU 30 juin 2014	98

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2014 s'élève donc à 1 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Aucun autre programme de cette nature n'existe au sein du Groupe au 30 juin 2014.

8.10 Autres passifs courants et non courants

(en K€)	30-juin-14	31-déc-13	Variations
Produits fiscaux différés non courants	1 209	1 209	-
Produits fiscaux différés courants	605	604	1
Passifs d'impôts différés	503	1 162	-659
Fournisseurs et autres créditeurs	540	1 042	-502
Dettes sociales	553	701	-148
Dettes fiscales	1 044	1 703	-659
Produits constatés d'avance	1 576	986	590
Total autres passifs	6 030	7 407	-1 377

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Les produits fiscaux différés, courants et non courants, correspondent aux crédits d'impôt recherche considérés par le Groupe comme des produits différés et repris en résultat au même rythme que les amortissements constatés sur les actifs immobilisés (frais de développement). La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2009 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents projets logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des crédits d'impôt recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Au 31 décembre 2013, le solde de 1.813 K€ se détaillait comme suit :

- au titre de l'exercice 2011 : 388 K€
- au titre de l'exercice 2012 : 624 K€
- au titre de l'exercice 2013 : 801 K€

Au premier semestre 2014, une reprise de CIR à hauteur de 413 K€ (confère note 7.5 "Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles") a été enregistrée en contrepartie des amortissements constatés. Cette reprise solde donc le CIR au titre de 2011 et diminue le solde au titre de 2012 de 24 K€.

Le montant global et cumulé des crédits d'impôt recherche différés au 30 juin 2014 est de 1.814 K€ et correspond donc aux crédits d'impôt recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2012 : 600 K€
- au titre de l'exercice 2013 : 801 K€
- au titre du premier semestre 2014 : 413 K€

A noter que les crédits d'impôt au titre de 2009, 2010 et 2011 ont été entièrement imputés ainsi qu'une partie de celui de 2012, dans la mesure où les amortissements s'effectuent majoritairement sur des périodes de 3 ans.

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, ressortent à 503 K€ au 30 juin 2014 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

La diminution des *fournisseurs et autres créditeurs* s'explique essentiellement par une dette non récurrente et spécifique envers un fournisseur de matériel informatique (vendu dans le cadre d'un projet important avec un client nord-américain) constatée fin 2013 et réglée au cours du premier trimestre 2014.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2014, et ont été réglées en juillet 2014. Leur diminution s'explique essentiellement par celle des effectifs constatés au cours du second trimestre 2014.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA., notamment relatives aux écritures intragroupes entre les entités françaises. Ces écritures génèrent des dettes de TVA qui restent dues par chaque entité. Des soldes importants de TVA déductibles intragroupes sont également constatés en corolaire dans les créances fiscales (confère note 8.5 "Stocks et actifs courants").

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous jacentes impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. Leur évolution n'est donc pas forcément corrélée à celle du chiffre d'affaires global. Elle s'explique uniquement par la nature et la facturation de certaines commandes. Au 30 juin 2014, les produits constatés d'avance sont essentiellement composés de maintenances, facturées annuellement et donc extournées en partie à la clôture semestrielle de l'exercice. De facto, cet effet n'existe pas en clôture annuelle, ce qui explique la variation importante du poste.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2014 et 31 décembre 2013 est la suivante :

Décomposition du risque de liquidité au 31 décembre 2013

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créditeurs	1 042	1 042		1 042	
Dettes fiscales et sociales	2 404	2 404		2 404	
Produits différés CT/MT	3 961	3 961		3 961	
Total	7 407	7 407	-	7 407	-

Décomposition du risque de liquidité au 30 juin 2014

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créditeurs	540	540		540	
Dettes fiscales et sociales	1 597	1 597		1 597	
Produits différés CT/MT	3 893	3 893		3 893	
Total	6 030	6 030	-	6 030	-

A noter que les produits différés inscrits en passifs courants et non courants (produits fiscaux différés, passifs d'impôts différés et produits constatés d'avance) sont avant tout des écritures de régularisation. Aussi, ils n'ont pas le caractère de dettes exigibles, comme peuvent le revêtir les dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes fiscales et sociales).

Au 30 juin 2014, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutée à l'adresse des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier.

En conséquence, au 30 juin 2014, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2014 et 2013, ainsi qu'à l'exercice 2013 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-14	30-juin-13	31-déc-13	Variations
CA France	1 343	2 839	4 102	-1 496
CA Export	2 079	3 081	6 699	-1 002
dont Europe	551	933	1 249	-382
dont Amériques	1 447	1 199	2 823	248
dont Afrique	-120	373	1 235	-493
dont Moyen Orient	38	34	413	4
dont Russie	142	1	25	141
dont Asie - Pacifique	21	541	954	-520
TOTAL CA	3 422	5 920	10 801	-2 498

Le chiffre d'affaires "France" diminue sur la période de 1,5 M€, suite notamment à des effets de base importants. Au premier semestre 2013, le Groupe avait opéré un swap complet de plateformes de messagerie vocale pour l'un de ses clients français. Ces opérations n'étant pas récurrentes par nature, aucun revenu de ce type n'a été enregistré au S1 2014. Par ailleurs, comme dans de nombreuses zones géographiques (hormis les Etats-Unis), les opérateurs ont privilégié les investissements dans leurs infrastructures réseaux (ouverture des réseaux 4G), au détriment de ceux pouvant être réalisés dans les services.

Le chiffre d'affaires "export" diminue quant à lui de 1 M€. Cette variation conjoncturelle provient, outre de l'apathie sectorielle actuelle et, là encore, de la prédominance des investissements réseaux, de plusieurs facteurs :

- (i) diminution des revenus en Europe, notamment en Angleterre, où une augmentation des bases installées chez certains clients a été constatée au premier semestre 2013, générant ainsi des ventes de licences, non récurrentes au S1 2014. Le second semestre 2014 pourrait inverser cette tendance ;

- (ii) progression des revenus aux USA suite à un portefeuille clients en augmentation mois après mois et à des ventes de nouveaux produits chez des clients existants, ainsi qu'à des extensions de bases installées qui pourraient permettre une croissance soutenue au second semestre de l'exercice ;
- (iii) diminution des revenus Afrique et Moyen Orient, après de nombreux marchés (et donc des revenus de licences initiaux non récurrents) gagnés en 2012 et 2013. Les événements géopolitiques des derniers mois empêchent par ailleurs tout commerce éventuel, ou tout le moins allongent les cycles de ventes et de décisions, déjà longs dans le secteur ;
- (iv) diminution des revenus chinois, suite notamment à certaines commandes de maintenance retardées et décalées dans le temps. Les périodes de garantie arrivant à échéance, le cycle et les commandes de maintenance doivent être mis en place sur de nombreuses plateformes, vendues par le partenaire chinois du Groupe.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

9.2 Engagements hors bilan

Au 30 juin 2014, le Groupe n'a reçu aucun engagement hors bilan.

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire de 900 K€ auprès de la banque HSBC, d'une durée de 5 ans et au taux fixe annuel de 3,5%. Au cours du second semestre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire de 1.800 K€, d'une durée de 9 ans au taux variable de Euribor 3 mois + 3,05%, entièrement souscrit par le GIAC au travers du FCT GIAC OLT.

Un nantissement du fonds de commerce a été émis au profit de la banque HSBC et du GIAC en garantie de ces emprunts. Ces derniers sont également assortis des mêmes clauses et ratios financiers (covenants), calculés sur les données consolidés annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Pour information, ces ratios sont tous respectés au 30 juin 2014, en retraitant la capacité d'autofinancement avant impôts société sur une période de 12 mois et intégrant les résultats prévisionnels 2014.

Par ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Béglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 30 juin 2014 (détention cumulée de 63,8% du capital social et de 59% des droits de vote).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de deux clients étrangers du Groupe, dans le cadre de garanties de bonne fin et de paiement. Ces cautions ou garanties bancaires, limitées dans leur montant et leur durée de validité, sont les suivantes :

- (i) 15 K€, 60 KTND (soit 26,2 K€ en équivalent euros au 30 juin 2014) et 22 K€ ;
- (ii) 1.230 KEGP (soit 125,7 K€ en équivalent euros au 30 juin 2014) et 246 KEGP (soit 25,1 K€ en équivalent euros au 30 juin 2014) ;

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et ses filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement), et effectués par les filiales, sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales (management fees et sous locations immobilières à la société StreamWIDE France), et des royalties aux filiales à visée commerciale (StreamWIDE France et StreamWIDE Inc.). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux mandataires sociaux au titre du premier semestre 2014 s'élève à 159.819,72 € bruts. Cette rémunération a été versée à hauteur de 116.785,12 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 43.034,60 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre du premier semestre 2013, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 154.911,56 € bruts (rémunération totale incluant les versements de la société française et de la société américaine).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

En juillet 2014, un contrôle fiscal portant sur les exercices 2011, 2012 et 2013 a été notifié à la Société. Ce contrôle est en lien direct avec les demandes de remboursement anticipé faites pour les CIR depuis plusieurs années maintenant. Le dernier contrôle fiscal portant sur les exercices 2008, 2009 et 2010 n'avait conduit à aucun redressement significatif, et le Groupe a conservé ses méthodes depuis. Par ailleurs, la créance de CIR au titre de l'exercice 2013 a déjà été remboursée par anticipation et dans sa totalité, soit 801 K€, en août 2014.

Aucun autre évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2014.